

UNE ANALYSE DE LA SITUATION MACRO-ECONOMIQUE ET DE LA PAUVRETE AU BURUNDI

par An Ansoms et Stefaan Marysse

Abstract

Different factors explain the catastrophic human development situation in Burundi. First of all the structural insecurity persists after a decade of ethnic and internal political struggle. Even after the Arusha peace agreement of 2000, the insecurity violence, internal displacements and political struggle persist because the agreement was not able to convince and pay off all actors involved.

This pervasive insecurity internally is compounded with the turmoil in the region and explains largely the dismal performance of almost all human and economic development indicators. Only the record on economic governance and stabilisation has not been bad taken into consideration the isolation of Burundi on the international front. Indeed after an embargo that lasted for more than two years and an nearly complete stop of international aid flows after 1995 it is remarkable that the disequilibria of budget and balance of payment are not more pronounced. Under the same conditions Rwanda would have a far less good record but that country has been able to mobilise huge external funds and entry into the HIPC and PRSP financing. Even RDCongo who has been internationally isolated for more than a decade has now been able to have access to international aid. There are no technical economic reasons why Burundi should be treated differently and politically the reasons that favoured Rwanda and isolated Burundi have now petered out.

1. INTRODUCTION

Le Burundi est confronté à une insécurité structurelle tant au niveau politique qu'au niveau militaire. Pendant la dernière décennie, une guerre prolongée et des coups d'Etat militaires ont fondamentalement déstabilisé ce pays, avec des conséquences économiques et humanitaires graves. Malgré une lueur d'espoir, suite à l'accord d'Arusha, signé en août 2000, la situation sécuritaire reste très vulnérable à cause de groupes rebelles qui rejettent les modalités de cet accord. Le redressement de l'économie et la reconstitution du capital humain demandent une paix durable pour que la population puisse vivre mieux.

Dans les analyses qui suivent nous expliquons que les causes du malheur burundais sont multiples. Il est clair que l'instabilité interne et régionale a fortement sapé les actions économiques et humanitaires, mais de plus, d'autres causes ont aggravé la situation. L'isolement régional et international, par exemple, a fortement contribué à la marginalisation de ce

pays. L'embargo, suite au coup militaire de Buyoya, a détérioré l'intégration du Burundi dans la scène internationale au niveau commercial et diplomatique. Ensuite, l'aide financière a souffert de baisses continues considérables. Bien que le régime et les événements au Burundi soient comparables à la situation au Rwanda, ce dernier peut profiter de l'attention massive de la communauté internationale. L'acceptation internationale d'un pays semble dépendre plus de considérations politiques que des efforts domestiques au niveau économique ou de la nécessité de la population pauvre du pays. De cette manière, l'économie burundaise est privée de ressources importantes, nécessaires pour pouvoir maintenir la stabilité économique, et pour maîtriser les tensions inflationnistes et monétaires.

Cette analyse va se faire en deux parties. D'abord on élabore en détail les évolutions macro-économiques. Ensuite, une description du phénomène de la pauvreté et des causes sous-jacentes complète le tableau.

Le premier point de l'exposé macro-économique concerne l'évolution du produit intérieur brut, complétée par une division sectorielle. Dans un deuxième point la question de l'inflation est examinée plus en détail, suivie par une analyse détaillée de la problématique spécifique du secteur monétaire. Ensuite, on aborde la question du déséquilibre interne. La structure de la balance des paiements est présentée dans un troisième point. Comparé au Rwanda, le Burundi ne peut pas profiter de l'engagement de la communauté internationale pour équilibrer ses déséquilibres internes et externes. Finalement, la détérioration des indicateurs du développement humain, qui est le résultat de la crise prolongée, va clore cet article.

2. EVOLUTION SECTORIELLE

2.1 Evolution du PIB

L'économie burundaise se trouve clairement dans une impasse structurelle depuis plusieurs années. Malgré quelques maigres succès, l'évolution de la croissance du produit intérieur brut en termes réels présente un tableau assez décevant.

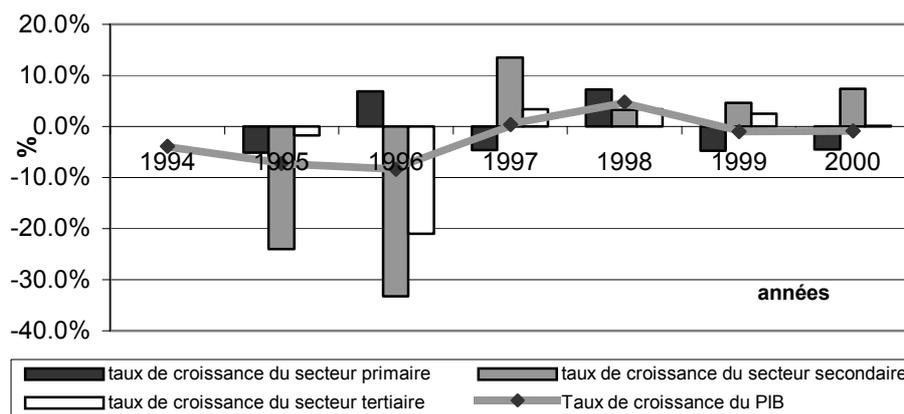
Le peu d'optimisme de l'année 1998 avec un taux de croissance du PIB de 4,8 %, est annulé par les résultats de 1999 (-1,0 %) et de l'année 2000 (-0,9 %)¹. Cette décroissance est due à des facteurs conjoncturels, comme un nouveau cycle d'agitations et de violence, fin 1999. Ces perturbations ont

¹ GOVERNMENT OF BURUNDI, *Burundi – Letter of Intent – Memorandum on Economic and Financial Policies of the Government of the Republic of Burundi*, Bujumbura, septembre 2001, p.3; FMI, *Burundi - Statistical Annex*, IMF staff Country Report 00/58, Washington, mars 2000, p.3.

déplacé nombre de gens et par conséquent fortement affecté la performance du secteur agricole. De plus les activités rurales ont été menacées par plusieurs sécheresses pendant ces dernières années². Ainsi, la production agricole a considérablement diminué, ce qui résulte d'abord dans une contraction du PIB, et ensuite en une augmentation des prix de consommation des produits alimentaires. Ce fait, combiné avec une expansion monétaire pour financer le déficit budgétaire, a causé une accélération de l'inflation de 3,4 % (1999) jusqu'à 22,5% en 2000. Cette inflation considérable annule toute croissance du PIB³.

Mais en dehors de ces facteurs conjoncturels, on peut remarquer que la croissance réelle du produit intérieur brut n'échappe pas à une tendance généralement négative ; les résultats positifs de 1997 – 1998 semblent être des exceptions. Le déclin structurel peut être expliqué par les conflits et les guerres civiles successives, qui détruisent les infrastructures, qui causent des déplacements d'une partie considérable de la population, et qui affectent ainsi les équilibres précaires entre les différentes sections de la population. Ensuite, le Burundi est confronté à une croissance démographique d'à peu près 2%, ce qui détériore encore le résultat du revenu par habitant.

**Une analyse sectorielle :
Taux de croissance réelle des différents secteurs**



Sources basées sur: GOVERNMENT OF BURUNDI, Burundi – Letter of Intent – Memorandum on Economic and Financial Policies of the Government of the Republic of Burundi, 2001, p.3; FMI, Burundi – Statistical Annex, avril 2000, p.3.

² FMI, *IMF Concludes Article IV Consultation with Burundi*, Public Information Notice 00/29, Washington, avril 2000, p.1.

³ GOVERNMENT OF BURUNDI, *Burundi – Letter of Intent, op. cit.*, p.2

Pour les années suivantes on prévoit quand même, sur base d'informations non confirmées, une croissance progressive du PIB (2,8% en 2001, 4,0 % en 2003), sous l'hypothèse qu'un gouvernement de transition peut établir son pouvoir et maintenir la stabilité et la sécurité⁴.

2.2 Evolution du secteur primaire

Le secteur primaire représente 50,7 % du produit intérieur brut (chiffres de 2000). Proportionnellement ces activités ont légèrement perdu de leur importance, comparé à une contribution de 55,6 % au PIB en 1996⁵. D'abord la production agricole est très sensible aux conditions climatologiques, mais cette perte d'importance est surtout due à l'insécurité généralisée.

La croissance du secteur primaire en 1996 (6,8 %) est assez surprenante. D'abord il y eut le coup d'Etat de Buyoya, ensuite la communauté internationale installa un embargo de juin 1996 jusque janvier 1999. Mais apparemment le secteur agricole n'a pas trop souffert de ces événements, car, grâce à l'approche militaire, le nouveau «leader» pouvait augmenter la sécurité dans le pays en limitant les pillages dus à des groupes rebelles. Ensuite cette agriculture de subsistance n'avait pas beaucoup à craindre de l'embargo installé après; la production interne ne pouvait même pas satisfaire la demande nutritionnelle interne. A cause de l'offre limitée, les prix agricoles ont augmenté fortement, mais malheureusement c'étaient surtout les intermédiaires qui profitaient de cette situation, et non pas les agriculteurs pauvres⁶.

En 1998 on parlait d'une véritable relance économique, qui commençait dans le secteur primaire (croissance de 7,3 %) en stimulant les activités dérivées⁷. Mais les années suivantes cette relance était annulée par de nouvelles instabilités économiques. La contraction des activités agricoles (-4,8 % en 1999 et -4,5 % en 2000) est due aux nouvelles crises et aux guerres civiles de moindre intensité au sein du pays, ce qui a augmenté l'insécurité à la campagne et par conséquent déplacé des ménages, qui les privent du

⁴ ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT, *Summary – Burundi November 2001*, online à: www.store.eiu.com, 2001, p.8.

⁵ GOVERNMENT OF BURUNDI, *Burundi – Letter of Intent, op. cit.*, p.2; FMI, *Burundi - Statistical Annex, op. cit.*, p.3.

⁶ MARYSSE, S. et VAN ACKER, F., (2000), «Les coûts de la guerre civile au Burundi : "Une Décennie Perdue"», MARYSSE, S., et REYNTJENS, F. (dir.), *L'Afrique des Grands lacs, Annuaire 1999-2000*, Paris, L'Harmattan, 2000, pp.24-29.

⁷ ANDRE, C. et MARYSSE, S., (1999), «Evolution économique rwandaise et burundaise entre 1990 et 1998», MARYSSE, S., et REYNTJENS, F. (dir.), *L'Afrique des Grands lacs, Annuaire 1998-1999*, Paris, L'Harmattan, 1999, p.163.

revenu nécessaire pour survivre. Comme plus de 90 % de la population burundaise vit dans et du secteur primaire, cette détérioration a fortement augmenté la pauvreté rurale.

En plus, dès 1998, les termes d'échanges évoluent de manière négative: une décroissance du prix du café sur le marché mondial a eu un effet négatif sur le niveau d'exportation du café les années suivantes. Le café, avec 69 % (2000) des exportations totales, reste pourtant prédominant dans le secteur extérieur et démontre une fois de plus la précarité pour un pays qui dépend pour ces rentrées de devises sur un seul et unique produit. Il est alors fort souhaitable de diversifier la production et les exportations du secteur primaire vers d'autres produits comme le thé ou le coton et vers d'autres secteurs⁸.

Evolution des exportations du café au Burundi

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Prix du café (marché mondial)								(*)
(Cent per libra)	123.9	133.8	90.1	109.2	78.1	62.1		61.6
Index (1994 = 100)	100.0	108.0	72.7	88.1	63.0	50.1		49.7
Taux de change								
fbu/USD	252.7	249.8	302.8	352.4	447.8	563.6	720.5	900.0
Index (1994 = 100)	100.0	98.9	119.8	139.5	177.2	223.0	285.1	356.2
Exportation du café								
EX café / EX totale (%)	71.0	79.0	71.1	87.6	79.7	76.5	69.0	63.8
En valeur (mio USD)	57.2	89.2	28.8	76.6	51.0	42.6	33.9	30.5
Index en valeur (1994 = 100)	100.0	155.9	50.3	133.9	89.2	74.5	59.3	53.3
En volume (tonnes)	20.941	30.245	14.500	31.836	22.303	25.500		
Index en volume (1994 = 100)	100.0	144.4	69.2	152.0	106.5			

(*) Estimation de l'«Economist Intelligence Unit»

Sources: calculs basés sur: ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT, Country report Burundi – sample, novembre 2001, p. 8; GOVERNMENT OF BURUNDI, Burundi – Letter of Intent – Memorandum of Economic and Financial Policies of the Government of the Republic of Burundi, septembre 2001, p.22; FMI, Burundi – Statistical Annex, avril 2000, pp.10-11, 41, 43.

⁸ FMI, *Burundi – Statistical Annex, op. cit.*, pp.10-12.

2.3 Evolution du secteur secondaire et tertiaire

Les secteurs secondaire et tertiaire représentent respectivement 18,5 % et 30,8% au PIB (2000). Le secteur secondaire est devenu légèrement plus important comparé à un taux de 15,1 % en 1996. Le secteur tertiaire oscille depuis plusieurs années autour de 30 %.

Ces deux secteurs ont beaucoup plus souffert de l'insécurité politique et militaire, suivie par l'embargo en 1996⁹. Une baisse de production respectivement de 33,2 % (secteur secondaire), et de 21,0 % (secteur tertiaire)¹⁰ a fortement détérioré la situation de pauvreté urbaine, surtout à cause de l'accroissement du chômage et d'une augmentation générale des prix de consommation. Mais d'autre part une élite limitée a pu profiter des opportunités de marché noir et de corruption qui vont de pair avec une situation d'embargo.

3. EQUILIBRES INTERIEURS

3.1 Inflation

Maintenir la stabilité des prix semble être une tâche difficile pour les gestionnaires économiques. L'évolution de l'inflation est remarquable avec de considérables fluctuations, si on compare par exemple la maîtrise d'inflation à un taux de 3,4 % en 1999 avec l'accélération vers un niveau de 22,5 % en 2000¹¹. Les taux d'inflation peuvent atteindre de tels niveaux que toute activité économique est menacée. Dans les années qui vont suivre, on prévoit une baisse de l'inflation, vers un niveau de 9% en 2003¹².

La chute de la production générale, causée par l'insécurité interne en 1996, fait que les prix agricoles ont augmenté, parce que la demande interne ne pouvait pas être satisfaite. De plus, l'embargo a mené d'abord à une réduction du niveau d'importations qui a fait monter les prix des produits importés. Par conséquent le taux d'inflation atteint un niveau historique de 23,3 % en 1997. Mais comme, par après, les conditions de sécurité se sont améliorées et que l'embargo s'est assoupli, l'inflation est tombée à 3,4 % en 1999. En 2000 par contre les prix augmentent de nouveau, de 22,5 % en moyenne, à cause des agitations nouvelles qui mènent à une contraction de la

⁹ MARYSSE, S., et VAN ACKER, F., «Les coûts de la guerre civile au Burundi : "Une Décennie Perdue", *op. cit.*, pp.22-23.

¹⁰ FMI, *Burundi – Statistical Annex, op. cit.*, pp.6-7.

¹¹ GOVERNMENT OF BURUNDI, *Burundi – Letter of Intent, op. cit.*, p.15

¹² ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT, *Summary – Burundi November 2001*, online à : www.store.eiu.com, 2001, p.8.

production agricole, combinées avec une augmentation de la masse monétaire moins contrôlée¹³. Le Burundi est confronté à un déséquilibre budgétaire, mais ne peut pas profiter des emprunts ou des dons de la part de la communauté internationale. Les dons, par exemple, ne représentent que 15 % des recettes totales (5% en 1998 et 14 % en 2000)¹⁴. Le Rwanda par contre, peut profiter de l'aide, les recettes dépendent pour presque la moitié des dons (33 % en 1998 et 48 % en 2000)¹⁵ ! Le Burundi n'a donc pas d'autres choix que d'emprunter les fonds nécessaires au sein du pays, ou d'augmenter la masse monétaire. Cette dernière stratégie induit des tensions inflationnistes et sape ainsi la stabilité macro-économique.

3.2 Evolution monétaire

Les évolutions dans le secteur monétaire reflètent parfaitement la problématique générale du Burundi, citée ci-dessus. Les chiffres montrent que la masse monétaire a augmenté de manière progressive pour financer les déficits accumulés sur les balances internes et externes. En 1999 la variation de M2 atteignait un taux historique de 45,5%, mais diminua en 2000 à un pourcentage plus modéré de 4,3 %. L'expansion du crédit vers le secteur privé a fortement contribué à la hausse spectaculaire en 1999. Ces crédits étaient facilement approuvés par des banques commerciales manquant de liquidités mais qui obtenaient des emprunts de la part de la banque centrale (Banque de la République burundaise). Vers la fin de l'année 2000, la banque nationale a introduit des mesures beaucoup plus sévères afin d'obliger les banques commerciales à ne pas accorder d'emprunts de manière irresponsable. Par conséquent l'expansion rapide des crédits s'est modérée, ce qui a limité la croissance de la masse monétaire à un niveau soutenable en 2000¹⁶.

Les déficits internes sont généralement financés par des emprunts au sein du système bancaire domestique. Sur la balance des paiements les réserves nettes ont été une source importante pour combler les déficits de la balance globale. Mais, vu qu'en 2000 ces réserves ne représentent que trois mois d'importations, cette stratégie ne semble pas être une option pour le futur.

¹³ GOVERNMENT OF BURUNDI, *Burundi – Letter of Intent, op. cit.*, p.3; FMI, *IMF Concludes Article IV Consultation with Burundi, op. cit.*, p.1.

¹⁴ GOVERNMENT OF BURUNDI, *Burundi – Letter of Intent, op. cit.*, pp.22-23; FMI, *Burundi – Statistical Annex, op. cit.*, p.41.

¹⁵ BANQUE NATIONALE DU RWANDA, *Rapport sur l'évolution économique et financière du Rwanda en 2000*, Kigali, 2001; BANQUE NATIONALE RWANDAISE, *Balance des Paiements*, Kigali, 2001.

¹⁶ GOVERNMENT OF BURUNDI, *Burundi – Letter of Intent, op. cit.*, pp.19-20.

La décroissance progressive des réserves internationales a aggravé la chute remarquable du taux de change officiel, qui perd dès 1998 plus de 25 % de sa valeur par an. Ensuite ce chiffre officiel sous-estime encore le vrai appauvrissement du pays sur la scène interne et internationale. Une différence de 85 % (chiffre de 1999) est enregistrée comme «gap» entre le taux de change officiel et celui sur le marché parallèle. En situation normale, les dépréciations améliorent la position concurrentielle d'un pays sur le marché mondial. Mais en cas d'insécurité et de crise, une dépréciation n'entraîne pas de hausses au niveau des exportations ou des investissements directs. Cette évolution ne fait donc qu'augmenter les prix et limite l'offre des importations, ce qui détériore le niveau de pauvreté urbain et rural, car souvent la population dépend des importations pour les produits de base et de santé. De plus, les dépréciations aggravent encore les déséquilibres macro-économiques¹⁷.

3.3 Equilibre budgétaire

3.3.1 Du côté des recettes

A cause du doublement des recettes budgétaires, les recettes totales ont fortement augmenté de 16,8 % du PIB en 1997 à 23,4 % du PIB en 2000. Ces taxes sur les transactions et le commerce international détériorent la position de concurrence du Burundi sur la scène internationale, mais le gouvernement ne semble pas avoir d'autre choix. Les possibilités de corruption afin d'éviter les taxes, ont partiellement été éliminées en retirant le pouvoir des ministères d'accorder des exceptions aux entreprises. Comme déjà cité ci-dessus, les dons ne contribuent pas sensiblement au maintien de la stabilité budgétaire, bien que les dernières années l'engagement de la communauté internationale ait repris légèrement¹⁸.

3.3.2 Du côté des dépenses

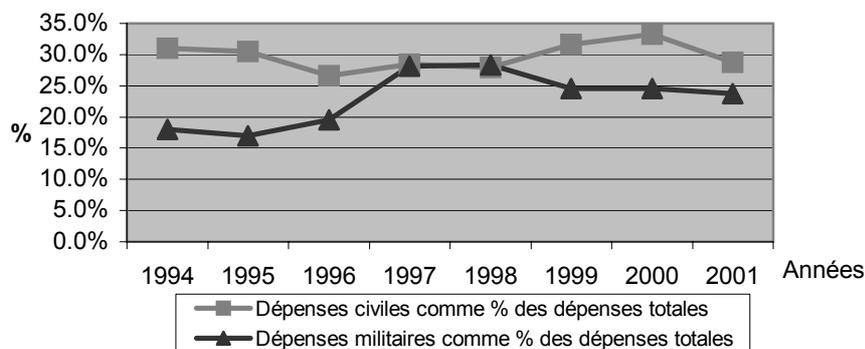
Les dépenses budgétaires sont nettement supérieures aux recettes totales. Le problème se trouve surtout au niveau des dépenses militaires. Bien que les dernières années le gouvernement ait pu réinstaller une priorité pour le secteur civil (33,2 % des dépenses), le secteur militaire reste important en 2000 ; avec 24,5 % des dépenses totales, il représente 6,2 % du PIB.

¹⁷ ANDRE, C. (1998-1999), «Burundi : Une relance économique après cinq années de déclin et de paupérisation», *L'Afrique des Grands Lacs : Annuaire 1998-1999*, L'Harmattan, Paris, 1999, p.13.

¹⁸ GOVERNMENT OF BURUNDI, *Burundi – Letter of Intent, op. cit.*, pp. 3,16.

L'insécurité interne oblige le Burundi à investir continuellement dans ce secteur non productif, bien qu'on puisse se poser des questions sur la présence des militaires burundais au sein du territoire congolais. En tout cas, cette priorité au secteur militaire représente un coût d'opportunité important: ces fonds ne peuvent plus être investis dans le secteur humain et social¹⁹.

Dépenses civiles versus dépenses militaires en % des dépenses totales



Sources: calculs basés sur: GOVERNMENT OF BURUNDI, Burundi – Letter of Intent – Memorandum on Economic and Financial Policies of the Government of the Republic of Burundi, septembre 2001, p.17; FMI, Burundi – Statistical Annex, avril 2000, pp.20, 23.

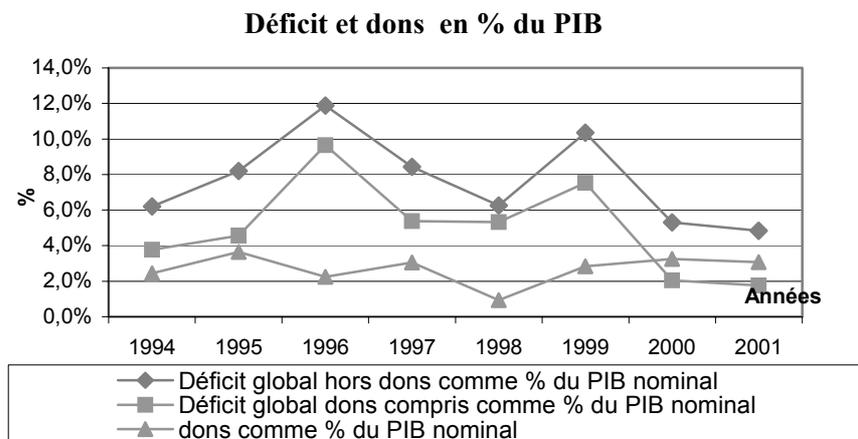
Ensuite, les intérêts dus sur la dette publique commencent à jouer un rôle de plus en plus éminent : en 2000 ce poste représente 12,1 % des dépenses totales. Puis les transferts et subventions de la part du gouvernement peuvent donner un nouvel élan aux activités économiques, mais d'autre part augmentent les dépenses totales²⁰.

En termes généraux le gouvernement burundais a pu réduire le déficit budgétaire hors dons vers un niveau de 6,3 % du PIB en 1998. Cette même année les dons atteignent un taux historiquement bas de 3,7 milliards (de fbu). L'année suivante (1999) le déficit hors dons augmente de 70 %, et représente 10,4 % du PIB, surtout sous l'influence de l'augmentation considérable des dépenses civiles. Le déficit dons compris est de 50 % grâce à une croissance au niveau des dons externes. En 2000 les déficits diminuent, surtout à cause

¹⁹ CASSIMON, D. et MARYSSE, S., «Evolution Socio-Economique au Burundi et Rwanda (2000-2001) et la Politique Financière Internationale», *L'Afrique des Grands Lacs : Annuaire 2000-2001*, L'Harmattan, Paris, 2001; GOVERNMENT OF BURUNDI, *Burundi – Letter of Intent*, op. cit., p.17.

²⁰ Les transferts et subventions représentent 8.0 % des dépenses totales en 2000.

d'une hausse des recettes de 34,3 %. Le graphique ci-dessous montre comment cette tendance devrait se confirmer aussi en 2001²¹.



Sources: calculations basées sur: GOVERNMENT OF BURUNDI, Burundi – Letter of Intent – Memorandum on Economic and Financial Policies of the Government of the Republic of Burundi, septembre 2001, p.17; FMI, Burundi – Statistical Annex, avril 2000, p.20.

En 1999 le déficit est principalement financé avec des emprunts au sein du système bancaire domestique (36,2%) ou en accumulant les arriérés (48,0%). Les estimations pour l'année 2000 montrent une perspective assez surprenante : des engagements extérieurs financeraient 95 % du déficit, alors que le financement domestique atteint un taux négatif, ce qui symbolise un remboursement net de fonds. Mais pour l'année 2001 les projections prévoient que cet engagement soudain de la communauté internationale est annulé, combiné avec un manque du financement domestique. Par conséquent la tendance croissante des arriérés continue. Ainsi on essaie de reporter les déséquilibres d'aujourd'hui à demain.

Le tableau suivant compare l'équilibre (ou plutôt le déséquilibre) intérieur du Burundi avec celui du Rwanda, ce qui confirme notre thèse récurrente que malgré une situation politique comparable, le Rwanda profite d'un engagement de la communauté internationale beaucoup plus prononcé²². La balance globale hors dons du Burundi n'atteint que 20 % de la valeur rwandaise en 2000, mais après inclusion des dons, la balance burundaise montre un déficit supérieur à celui du Rwanda. Ce dernier pays peut compter

²¹ GOVERNMENT OF BURUNDI, *Burundi – Letter of Intent*, op. cit., p.17; FMI, *Burundi – Statistical Annex*, op. cit., p.20.

²² ANDRE, C. et MARYSSE, S., (1999), «Evolution économique rwandaise et burundaise entre 1990 et 1998», op. cit., pp.166-168

sur six fois plus de financement extérieur que son voisin moins privilégié par l'aide internationale. En pratique les performances au niveau économique ne semblent donc pas être le critère principal pour profiter du programme de la réduction de la pauvreté et de la croissance (PRPC), l'initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés (PPTE), et l'aide internationale en général²³.

**Les déséquilibres internes, et le financement:
Une comparaison entre le Burundi et le Rwanda**

Mio USD	Burundi			Rwanda		
	1998	1999	2000	1998	1999	2000
balance globale (dons non compris)	-54.9	-74.0	-35.9	-164.2	-191.8	-173.6
balance globale (dons compris)	-46.7	-53.8	-13.9	-59.2	-75.8	-9.2
Financement extérieur	23.2	11.9	34.3	231.1	193.0	210.5
financement domestique	16.5	26.8	-28.2	4.5	13.4	-22.1
variations des arriérés	15.0	35.5	30.0	-71.3	-14.6	-14.9
Taux de change fbu/USD ou frw/USD	447.8	563.6	720.5	314.2	335.3	390.0

Sources: BANQUE NATIONALE DU RWANDA, Rapport sur l'évolution économique et financière du Rwanda en 2000, Kigali, 2001; GOVERNMENT OF BURUNDI, Burundi – Letter of Intent – Memorandum on Economic and Financial Policies of the Government of the Republic of Burundi, septembre 2001, p.17; FMI, Burundi – Statistical Annex, avril 2000.

4. EQUILIBRES EXTERIEURS

4.1 Balance des paiements

La balance des paiements illustre de nouveau l'isolement du Burundi au sein de la communauté internationale. Evidemment les conséquences de l'embargo de 1996 jusque début 1999 se reflètent dans le tableau, mais surtout la manque d'engagement international pour fournir d'aide substantielle sape «l'équilibre» externe.

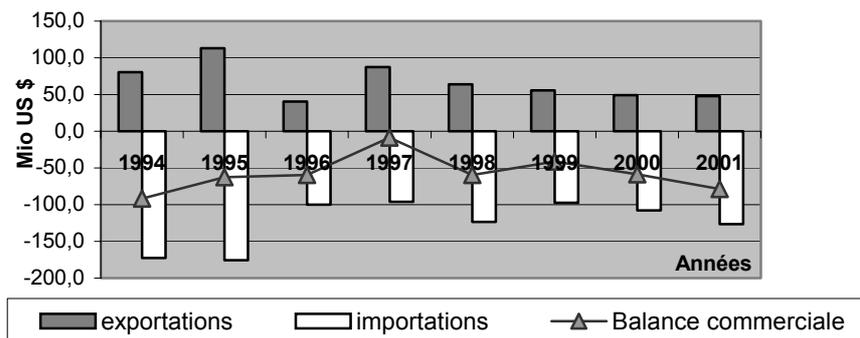
Les relations commerciales avec l'extérieur se trouvent clairement dans une impasse structurelle depuis presque une décennie. Il n'est pas tellement intéressant d'évaluer le déficit commercial, mais plutôt de regarder les évolutions des exportations et des importations en termes absolus.

En 1996 le résultat de la balance commerciale s'est amélioré de 5,0%, mais en réalité les liens avec l'extérieur se détériorent de manière

²³ BANQUE NATIONALE DU RWANDA, *Rapport sur l'évolution économique et financière du Rwanda en 2000*, Kigali, 2001.

spectaculaire. Cette première année de l'embargo les exportations chutaient de 64,1 %, les importations de 43,0 %. Avant, l'économie burundaise était considérablement plus ouverte que celle du Rwanda, mais en 1996 les portes vers l'extérieur se sont fermées d'un jour à l'autre. Des améliorations moyennes les deux années après n'ont pas pu renverser la tendance. Car, bien que l'embargo ait été levé en 1999, la situation n'est pas du tout résolue, au contraire ; les résultats semblent être pires que ceux de l'année 1998. En 1999, les produits exportés ne représentent que 69,1% de la valeur des exportations en 1994, les importations atteignent un taux historiquement bas de 56,3 % de sa valeur en 1994.

La balance commerciale



Sources: GOVERNMENT OF BURUNDI, Burundi – Letter of Intent – Memorandum or Economic and Financial Policies of the Government of the Republic of Burundi, septembre 2001, p.22; FMI, Burundi – Statistical Annex, avril 2000, p.41.

Pour l'année 2000 et 2001 on attend une croissance au niveau des importations, invoquée par la demande du secteur privé, tandis que les exportations baissent de manière inquiétante. Cette évolution mène à une tendance progressive du déficit de la balance commerciale au total²⁴.

Au déficit de la balance commerciale s'ajoute le résultat négatif de la balance des services, qui atteint un montant de 47,4 millions de dollars en 2000. Mais dans la balance des paiements le grand problème se trouve au niveau des transferts nets et du compte de capital. Si on considère la relation macro-économique :

$$Y = C + I + G + EX$$

$$Y = C + S + T + IM$$

²⁴ GOVERNMENT OF BURUNDI, *Burundi – Letter of Intent, op. cit.*, pp. 22-23; FMI, *Burundi – Statistical Annex, op. cit.*, p.41.

$$(I - S) + (G - T) = (IM - EX)$$

1. 2. 3.

1. L'investissement intérieur brut (6.8% du PIB) est beaucoup trop bas pour financer une croissance soutenue qui puisse garantir une amélioration du niveau de vie précaire de la population dans le futur. Mais même ce niveau d'investissement faible n'est pas financé par une épargne domestique qui est négative²⁵. Cela ne fait que traduire le manque de confiance (capital social) des acteurs économiques dans la gouvernance et les perspectives de l'avenir dans le pays.
2. Le deuxième terme de l'équation montre le déséquilibre budgétaire interne. Comme on l'a vu plus haut, ce déséquilibre se creuse en 1999 mais diminue en 2000 et 2001, ce qui montre que la gouvernance économique de la part du gouvernement n'est certes pas laxiste.
3. Les deux déséquilibres internes (manque d'épargne domestique et déficit budgétaire) peuvent stimuler l'économie si ces déséquilibres sont financés par l'extérieur en permettant le pays de recevoir plus de l'étranger (IM dans le deuxième volet d'équation) qu'il n'en donne (EX=exportations). Ceci n'est possible que si ce déséquilibre de la balance courante est financé par l'influx de capitaux de l'étranger sous forme de dons, prêts et/ou investissements. Sinon le financement peut se faire par l'accumulation d'arriérés. Mais cette stratégie connaît aussi des limites.

Si on regarde le niveau d'aide, représenté par les transferts nets, on aperçoit que l'aide a fortement baissé à cause de l'isolement international, dès l'année 1996. Comparé avec l'année d'avant, les transferts nets ont baissé de 60,0 %. Jusqu'aujourd'hui le niveau d'aide ne semble pas se rétablir au niveau d'avant 1996, loin de là. Les transferts en 2000 n'atteignent que 45,7% du niveau en 1994.

Ensuite le compte de capital est très fluctuant d'une année à l'autre. Le coût des amortissements devient tellement important que l'effet des nouveaux emprunts et des investissements directs est annulé, aboutissant à un compte de capital négatif²⁶. En 2000, le Burundi a pu obtenir des emprunts considérables provenant de la Banque mondiale, de sorte que le compte de capital a contribué de manière positive à combler partiellement le déficit global. Cet engagement international pourrait inaugurer une attitude plus ouverte de la communauté internationale envers le Burundi.

²⁵ Taux d'épargne en 1999 = 9,4 milliards de fb; Source: FMI, *Burundi – Statistical Annex, op.cit.*, p.9

²⁶ Tel est le cas pour les années 1997, 1999, et 2001.

Finalement les erreurs et omissions représentent une partie considérable du déficit final. En 1999 ce poste est responsable pour 53,1% du déficit de la balance globale, en 2000 pour 55%. Les erreurs et omissions consistent en flux financiers qui entrent, mais plus souvent sortent du pays sans aucune registration, mais qui ont néanmoins des conséquences considérables pour la balance de paiements²⁷ !

La balance des paiements du Burundi (en Mio USD)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 (Est.)	2001 (Proj.)
Mio US \$								
Balance commerciale	-91,9	-62,6	-59,5	-8,7	-59,5	-41,5	-58,8	-78,7
Services nets	-87,9	-93,4	-40,7	-48,5	-51,0	-37,3	-47,4	-44,0
Balance des biens et services	-179,8	-156,0	-100,2	-57,2	-110,5	-78,8	-106,2	-122,7
Transferts nets	165,2	151,7	61,0	59,6	56,0	63,0	75,5	101,7
Compte courant	-14,6	-4,3	-39,2	2,4	-54,5	-15,8	-30,7	-21,0
compte de capital	25,0	6,3	7,4	-7,9	15,0	-2,4	17,2	-12,6
erreurs et omissions	33,9	-0,9	-54,8	-29,1	-18,5	-20,6	-16,5	3,5
BALANCE GLOBALE	44,3	1,1	-86,6	-34,6	-58,0	-38,8	-30,0	-30,1

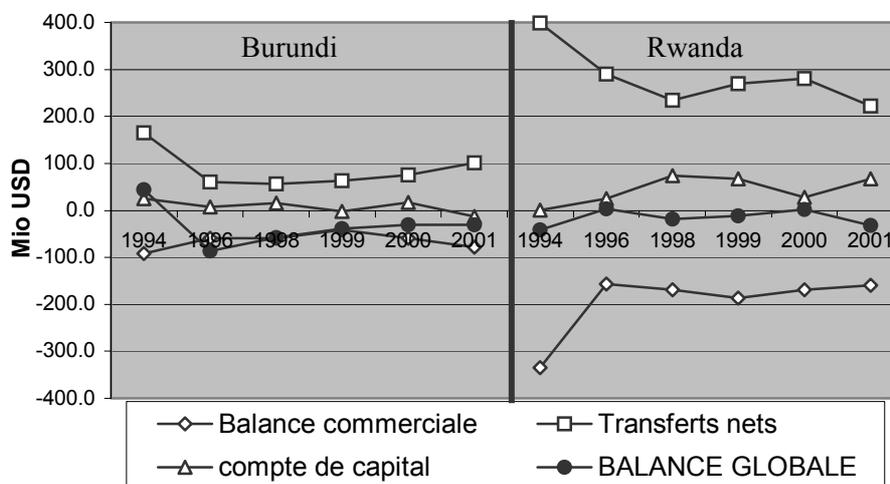
Sources: GOVERNMENT OF BURUNDI, Burundi – Letter of Intent – Memorandum or Economic and Financial Policies of the Government of the Republic of Burundi, septembre 2001, p.22; FMI, Burundi – Statistical Annex, avril 2000, p.41.

La balance globale conclut donc avec un solde négatif de 38,8 millions en 1999, améliorant un peu vers 30,0 millions US \$ en 2000. Ces résultats sont encore considérablement bons, si on considère tous les problèmes avec lesquels l'économie burundaise est confrontée. Comparé au Rwanda, le Burundi est exclu des ressources internationales. Le Rwanda est par exemple confronté à un déficit de 326,6 millions sur la balance des biens et services, trois fois plus élevé que celui du Burundi. Cela n'empêche pas le Rwanda de connaître un solde positif sur sa balance des paiements de 1,7 millions, alors que le Burundi doit chercher des sources de financement pour 30 millions. De nouveau on peut donc se poser des questions sur les critères internationaux à recevoir de l'aide. La nature des régimes au niveau politique est comparable,

²⁷ GOVERNMENT OF BURUNDI, *Burundi – Letter of Intent, op. cit.*, pp. 22-23; FMI, *Burundi – Statistical Annex, op. cit.*, p.41.

les résultats au niveau économique devraient avantager le Burundi, mais en réalité on remarque l'inverse²⁸.

Une comparaison des balances de paiements du Burundi et du Rwanda



Sources: BANQUE NATIONALE RWANDAISE, *Balance des Paiements*, 2001; GOVERNMENT OF BURUNDI, Burundi – Letter of Intent – Memorandum on Economic and Financial Policies of the Government of the Republic of Burundi, septembre 2001, p.22; FMI, Burundi – Statistical Annex, avril 2000, p.41.

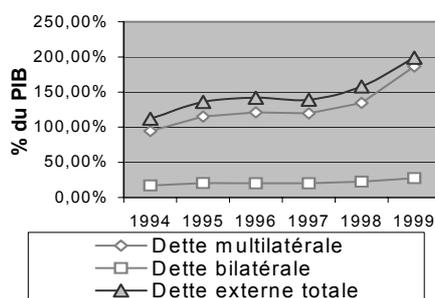
Dans le passé, le déficit burundais était financé en diminuant les réserves nettes (en 1996, de 32,8% par exemple). Mais les dernières années ces réserves ont atteint un niveau tellement bas qu'ils ne représentent pas plus de trois mois d'importations en 2000, comparé avec 5 mois en 1999. La stabilité monétaire est menacée fortement à l'heure actuelle, de sorte que cette stratégie ne peut plus être soutenue. L'accumulation des arriérés (81,7 % du financement total en 2000) pour financer l'écart, pose un véritable problème pour les accomplissements de l'économie dans le futur.

²⁸ CASSIMON, D., et MARYSSE, S., «Evolution socio-économique au Burundi et Rwanda (2000-2001) et la politique financière internationale», *op. cit.*

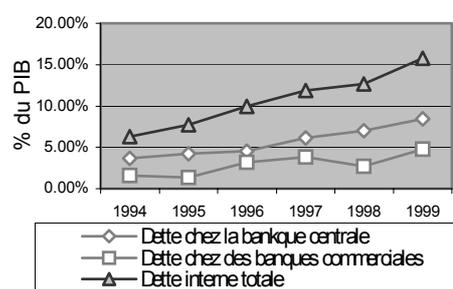
4.2 La dette et l'aide

Ci-dessus on a déjà montré que la dette et les niveaux inférieurs de l'aide renforcent ou peuvent même être considérés comme une cause d'instabilité macro-économique.

Le Burundi est un pays très endetté, comparé aux autres pays de l'Afrique subsaharienne. La dette internationale, bien qu'elle n'ait plus augmenté considérablement ces dernières années, pèse sur l'économie burundaise. Le résultat négatif sur le compte de capital en 1997 et 1999 est causé par le service de la dette qui est plus important que les nouveaux emprunts qui entrent. Ensuite, le manque du financement pour combler le déficit de la balance des paiements doit être résolu par une accumulation des arriérés



Dette externe en % du PIB



Dette interne en % du PIB

Source: FMI, *Burundi – Statistical Annex*, avril 2000, pp. 30-31, 50-51.

L'initiative des Pays Pauvres très Endettés (PPTE) pourrait être une véritable solution²⁹. Mais apparemment les vrais critères pour pouvoir profiter d'un rééchelonnement de la dette extérieure sont plutôt politiquement inspirés. Bien que les résultats macro-économiques du Burundi soient comparables à ceux du Rwanda, le «cas spécial» du pays sortant du génocide facilite l'accès aux programmes internationaux. Ensuite la situation interne au Burundi n'est pas considérée comme suffisamment stable pour pouvoir profiter de l'engagement externe.

A cause de la contraction de l'accès aux fonds externes, le gouvernement burundais était obligé d'utiliser des ressources internes pour financer les déséquilibres macro-économiques. Même si la dette interne ne

²⁹ CASSIMON, D. et MARYSSE, S., «Evolution socio-économique au Burundi et Rwanda (2000-2001) et la politique financière internationale», *op. cit.*

représente qu'un dixième de la dette externe, le graphique ci-dessous montre que le montant s'est élevé à plus de 300 % entre 1994 et 1999³⁰.

L'aide officielle au développement est l'autre flux de fonds externes qui peut aider un pays pauvre. Mais le Burundi est traité comme un «*outcast*» par la communauté internationale, et cela pour deux raisons. D'abord le coup d'état de Buyoya en 1996, et l'embargo ensuite, ont isolé non seulement le Burundi au niveau commercial, mais a aussi fortement diminué la solidarité de la communauté internationale. En 1996, comparé avec l'année 1995, l'aide par habitant a chuté de 58,3 %. Malgré le fait que l'embargo était levé en 1999, le niveau nominal d'aide n'atteint que 23,7 % du montant réel de 1994. Ensuite le soutien du Fonds monétaire et de la Banque mondiale est très important pour recevoir les fonds des autres donateurs. Mais jusqu'à aujourd'hui le Burundi est considéré comme trop instable pour avoir accès aux différentes initiatives comme celle des Pays Pauvres très Endettés ou le Programme de la Réduction de Pauvreté et la Croissance, et ainsi les autres acteurs bilatéraux et multilatéraux privent le pays d'aide financière³¹.

Pour le Burundi il est donc crucial de convaincre aussi vite que possible les bailleurs de fonds internationaux, et surtout les institutions de Breton Wood, de leur capacité interne. Le maintien de la sécurité et de la paix au sein du pays se présente comme facteur déterminant. Le soutien des institutions pourrait fortement changer la situation économique et humanitaire pour le Burundi. D'abord l'initiative PPTE pourrait mener à un rééchelonnement de la dette, ce qui pourrait complètement changer les balances internes et externes. Ensuite un accroissement de l'aide pourrait combler partiellement les déficits actuels. Et surtout les secteurs « civils » profiteraient de ces nouveaux fonds, ce qui pourrait améliorer la situation humanitaire décourageante d'aujourd'hui.

5. EVOLUTION DE LA PAUVRETE AU BURUNDI

Après toute l'analyse de la situation pénible de l'économie burundaise au niveau macro-économique, il est moins surprenant que ces difficultés se reflètent aussi au niveau humanitaire. Cependant l'ampleur de la pauvreté reste quand même très préoccupante.

D'abord la pauvreté s'est fortement répandue au sein du pays. La population rurale s'est appauvrie de 80 % dans la décennie écoulée. Si l'évolution de la pauvreté urbaine montre un léger mieux qu'en zone rurale, elle reste, avec une augmentation de 50%, tout aussi catastrophique. Les

³⁰ FMI, *Burundi – Statistical Annex, op. cit.*, pp.30-31, 50-51

³¹ INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT, *African Development Indicators*, Washington, The World Bank, 2001.

disparités entre les différentes régions sont énormes, ce qui signifie que la moyenne des seuils de pauvreté ne nous informe pas sur les extrêmes qui existent. Ensuite l'espérance de vie ne montre pas une perspective très encourageante : avec 40,2 ans de durée de vie moyenne, elle est une des plus basses au monde (2000).

Des indicateurs de la pauvreté au Burundi

	Burundi			Rwanda			SSA	
	1980	1990	2000	1980	1990	2000	1980	2000
Population (mio)	4.1	5.5	6.7*	5.2	7	8.3*	381.7	643.3*
Analphabétisme (+15) (%)	72	62	53	60	47	34*	62	40*
hommes	59	51	44	48	37	27*	51	31*
femmes	84	73	61	71	56	41*	72	48*
Registration d'éducation brut (% du groupe d'âge)								
Primaire								
hommes	32	79	56*	66	70	115*	88	85*
femmes	21	66	46*	60	61	114*	67	72*
Secondaire								
hommes	4	7	8*	4	9	10*	20	
femmes	2	4	6*	3	7	9*	10	
Espérance de vie (années)	47	44	40,2	46	41	41*	48	49*
hommes	45	42	41*	44	39	40*	46	47*
femmes	49	45	44*	48	42	41*	49	50*
Fertilité (naissances par femme)	6.8	6.8	6.3*	8.3	6.7	6.2	6.6	5.5*
Mortalité d'enfants (par 1000)	116	114	114	130	107	100	119	108*
Mortalité d'enfants <5ans (par 1000)	195	190	190	219	178	187	194	175
SIDA								
personnes >15 (milliers)			340*			370*		23444*
%hommes			44.2*			43.2*		44.8*
%femmes			55.9*			56.8*		55.2*
% de la population totale			11.3*			11.2*		8.0*

* Les données font référence aux données les plus récentes dans les deux années qui précèdent l'année indiquée.

Sources: UNAIDS, *Report on the Global HIV/AIDS Epidemic June 2000*, www.avert.org; UNICEF, *Unicef statistics: child info*, <http://childinfo.org>; WORLD BANK, *Genderstats*, Washington, 2001, online à: www.genderstats.worldbank.org.

Dépenses dans l'éducation et le secteur de santé

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Dépenses pour l'éducation						
total en mia fbu	9.3	9.3	11.0	11.2	14.9	15.5
Comme % des dépenses totales	16.4	14.4	14.7	15.0	16.1	15.7
Comme % du PIB	4.0	3.7	4.0	3.3	3.8	3.9
Dépenses pour services de santé:						
total en mia de fbu	2.1	2.0	1.9	2.1	2.5	2.7
Comme % des dépenses totales	3.7	3.1	2.5	2.9	2.7	2.7
Comme % du PIB	0.9	0.8	0.7	0.6	0.6	0.7

Sources: INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT, *African Development Indicators 2001*, Washington, 2001; INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT, *World Bank Atlas 2001*, Washington, 2001; UNITED NATIONS, *Statistical Yearbook, forty-fifth issue*, New York, 2001.

De moins en moins l'Etat est capable de prévoir un bon secteur de santé ou un système efficace d'éducation à cause des priorités militaires au détriment des dépenses civiles, des instabilités internes, et par manque de ressources. Il n'est donc pas étrange que ces secteurs «publics» fassent de plus en plus objet d'une privatisation, ce qui prive les plus pauvres d'accès à ces services.

Pas plus de 3,9 % du PIB (2000) est dépensé pour le développement du secteur d'éducation. Comparé au Rwanda (34 %) ou aux pays subsahariens en moyenne (45%), le taux d'analphabétisme burundais montre que plus de la moitié (53 %) de la population (surtout des femmes) ne sait ni lire ni écrire. La registration d'éducation primaire souffre de chutes spectaculaires. En 1992 encore 69,9 % des enfants étaient enregistrés, comparé avec 56% des garçons et 46 % des filles en 1999; un résultat nettement inférieur à celui des pays subsahariens en général. Ce désinvestissement dans le capital humain provoquera de problèmes sévères futurs tant au niveau humain que dans le domaine économique.

Le secteur de la santé souffre aussi énormément de la crise actuelle. Vers 1998 les dépenses de santé en pourcentage du PIB avaient atteint un niveau historiquement bas de 0,6 %. En 2000, 114 enfants sur 1000 mouraient à la naissance. Presque un enfant sur cinq n'atteignait pas l'âge de cinq ans, ceux qui survivaient souffraient souvent de malnutrition. Les programmes de vaccins ont disparus avec le déclin de l'aide étrangère. Le manque d'hygiène, combiné avec la malnutrition et l'insuffisance de l'eau potable, donnent libre

cours aux épidémies³². Il est assez remarquable que les indicateurs de la pauvreté du Rwanda sont souvent meilleurs que ceux du Burundi, surtout grâce à l'aide internationale. A cela s'ajoute le fléau connu dans d'autres pays de l'Afrique subsaharienne : le SIDA. Cette maladie sape la santé de 11,3 % de la population et dégrade en même temps le capital humain, futur du pays comme elle touche surtout les générations plus jeunes. Le Burundi se trouve parmi les six pays africains les plus touchés par le SIDA³³. Le SIDA diminue en moyenne l'espérance de vie de sept ans.

La privatisation des secteurs de santé et d'éducation empêche la plupart de la population d'y accéder. L'Etat ne possède plus les ressources afin de pourvoir ces services de base. Ensuite le pouvoir d'achat de la plupart de la population a chuté, ce qui augmente considérablement le coût d'opportunité de ces soins. Ce désinvestissement dans le capital humain pose de problèmes sérieux aujourd'hui, mais sape aussi la reconstruction du pays dans le futur.

De plus la confiance ou le capital social entre les acteurs sociaux est devenu péniblement bas. Les tensions ethniques ont détruit la confiance entre les différents groupes de la population. Des phénomènes de corruption et d'extraction de gains illégitimes sont retrouvés au sein de la petite élite qui profite des opportunités de la guerre et de l'embargo dans le passé. Les litiges fonciers sapent la bonne entente entre les réfugiés et les populations qui sont restées sur place. Pourtant la reconstruction d'un tissu social et du niveau du capital social est indispensable pour rétablir la stabilité et la paix³⁴.

6. CONCLUSION

La combinaison de tous les facteurs économiques et humains présentés ci-dessus montre que la pauvreté au Burundi ne peut pas être considérée comme un phénomène unidimensionnel. Pour améliorer la situation actuelle il faut avancer sur plusieurs domaines.

L'analyse sectorielle a montré que l'évolution du produit intérieur brut suit plutôt une tendance négative. Les différents secteurs économiques ont souffert sous les crises et l'embargo. De plus l'inflation pose un problème important.

Le déficit budgétaire et le déséquilibre de la balance commerciale sont relativement restreints, vu que le Burundi ne dispose pas de fonds externes, comme des emprunts ou de l'aide. Néanmoins ces déficits sapent l'économie

³² MARYSSE, S. et VAN ACKER, F., «Les coûts de la guerre civile au Burundi : "Une Décennie Perdue"», *op. cit.*, pp.31-44

³³ Les six pays sont: Burundi, Rwanda, Botswana, Namibie, Zambie et Zimbabwe.

³⁴ MARYSSE, S. et VAN ACKER, F., «Les coûts de la guerre civile au Burundi : "Une Décennie Perdue"», *op. cit.*, pp.44-52

par manque de financement: la forte réduction des réserves internationales, la dette interne qui augmente, et l'accumulation des arriérés en sont les résultats. Ensuite la politique du taux de change a appauvri encore plus le pays, qui sait à peine profiter de l'amélioration de sa position compétitive mais qui paie les importations plus chères. Dans une situation de guerre civile l'augmentation de la capacité productive est fortement compromise et donc on subit seulement les effets négatifs des dépréciations récurrentes.

Un des plus grands problèmes du Burundi, est son isolement au sein de la communauté internationale. Ni les flux d'aide, ni de nouveaux emprunts ne trouvent leur chemin vers le pays, bien que ces fonds puissent alléger les problèmes. Leur absence a tendance à les aggraver, et c'est là où réside la responsabilité de la communauté internationale. En analysant la situation humaine et sociale, les indicateurs montrent une image problématique. Au niveau des conditions et l'espérance de vie, le Burundi n'a rien gagné la dernière décennie. Le désinvestissement dans le capital humain, et les «stocks» de capital social se sont effondrés, dus aux crises d'insécurité interne et régionale, aux choix budgétaires du gouvernement, au manque d'aide, etc. Bien qu'il existe des différences de classe et des disparités régionales, toute la population a vu sa situation se détériorer ; sauf une petite élite qui a profité du désordre, de l'embargo et des rentes illégitimes que la guerre leur a offertes.

Pour résoudre cette situation difficile, il faut gagner des guerres sur différents fronts. D'abord le Burundi nécessite une paix et une stabilité durable, ce qui demande des efforts immenses du gouvernement. Cela veut dire entre autres que l'engagement dans le conflit régional doit cesser. D'autre part la communauté internationale doit restaurer son engagement minimal au niveau d'avant 1996, comme on l'a fait au Rwanda. Enfin l'entrée du Burundi dans l'initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés (PPTE), et les nouveaux Programmes de Réduction de la Pauvreté et la Croissance (PRPC) pourraient être des opportunités excellentes pour aider l'économie burundaise à se relancer et pour atténuer la catastrophe humaine actuelle. Après l'acceptation du Rwanda et de la RDC, qui n'avait plus honoré ses engagements envers les institutions internationales depuis des années, le Burundi mérite mieux puisqu'il remplit mieux que ces deux voisins les critères économiques. Quant aux critères politiques sous-jacents qu'emploient les institutions internationales, ils peuvent à peine justifier des différences dans le traitement.

Anvers, mai 2002